

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50463

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

période difficile de leur histoire. A cet égard son étude sur les relations de la Bulgarie avec l'Allemagne de Hitler est un ouvrage de référence qui fait autorité en la matière.

Jean KLEIN, Paris

Arnulf MOSER, *Das französische Befreiungskomitee auf der Insel Mainau und das Ende der deutsch-französischen Collaboration 1944/45*, Sigmaringen (Verlag Thorbecke) 1980, 40 p. (Konstanzer Geschichts- und Rechtsquellen, hg. vom Stadtarchiv Konstanz, 25).

Le 25 février n'est pas seulement le jour où on a enterré un homme nommé Jacques Doriot, ce jour là on a enterré la collaboration. Bien sûr le «gouvernement» Pétain ne quitta Sigmaringen que fin avril, le dernier journal collaborationniste paraîtra le 21 avril, et encore dans les premières journées de mai 1945 des soldats français défendirent en uniforme allemand Berlin. Mais avec la mort de Doriot, tué sur une route par des avions de chasse et dont les circonstances mystérieuses ne pouvaient être élucidées par Moser, toute collaboration était devenue factice.

Le petit livre de Arnulf Moser a le mérite de retracer minutieusement les derniers mois dramatiques de Doriot et de son Comité de la Libération Française. Il essaye aussi de prendre en considération l'aspect régionaliste. Pour cela il a puisé non seulement dans les archives de Constance, mais il a pu recueillir également des renseignements personnels des habitants de Mainau, le dernier lieu de séjour de Doriot.

En Novembre 1944 Doriot s'était installé avec une centaine de collaborateurs dans le château du comte Bernadotte sur l'île – Constance étant une des villes les moins touchées par la guerre. Dans les derniers mois de la guerre Doriot était de tous les «collaborateurs» qui s'étaient rendus en Allemagne le plus favorisé par les Allemands. Avec son dynamisme habituel il développa sa propagande pour préparer les Français à une nouvelle libération par l'Ouest: des juifs, des bolcheviks, des Anglo-Saxons et de de Gaulle qui n'était que leur «instrument». Début 1945 il fondait le Comité de la Libération Française, lequel, contrôlé et soutenu par les Allemands essayait de dresser un mouvement de résistance contre de Gaulle. A travers Radio Patrie, installé à Bad Mergentheim et le journal «Le Petit Parisien» il essayait d'atteindre les Français.

Les relations entre le gouvernement de Sigmaringen et le Comité de Doriot n'ont jamais été clarifiées, mais Doriot – qui à l'encontre des Français de Sigmaringen semble avoir gardé foi dans son idée d'une Europe nouvelle, une Europe fondée sur la collaboration franco-allemande – réussit à réunir dans son comité de nombreux collaborateurs, entre autres Fernand de Brinon. Un certain succès parce qu'en exil, comme en France, les éternels clivages subsistaient . . .

L'histoire de cet épilogue à la collaboration française est non seulement précis, mais aussi, bien écrit et compréhensible.

Jürgen HEIMSOETH, Freiburg

Brewster S. CHAMBERLIN, *Kultur auf Trümmern*. Berliner Berichte der amerikanischen Information Control Section Juli–Dezember 1945, Stuttgart (Deutsche Verlags-Anstalt) 1979, in/8°, 252. (Schriftenreihe der Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte, 39).

Le «Projet OMGUS» commence à porter ses fruits: la mise en microfiches des archives du Gouvernement Militaire américain en Allemagne entre 1945 et 1949, Office of Military Government for Germany (United States). Ces microfiches, reproduisant environ 20% des documents qui constituent au total plus de trois kilomètres d'archives, devraient être mises à la